



Ces églises qui affrontent les bulldozers

PATRIMOINE EN DANGER • La France compte approximativement 60 000 églises. Or de plus en plus de communes ne veulent plus les entretenir, les laissent dépérir et les détruisent. Reportage dans le Maine-et-Loire.

CÉCILE MARGAIN

Dangereuses, coûteuses, humides, inutiles... Bien des églises françaises sont aujourd'hui perçues par leurs propriétaires – les communes depuis la séparation de l'Église et de l'État en 1905 – davantage comme une source d'ennuis qu'un patrimoine local à conserver. Alors l'envie de les démolir dérange de plus en plus les maires et leurs conseillers municipaux.

C'est dans le département du Maine-et-Loire que cette politique de la table rase est la plus active. Ici, de nombreux édifices ont été construits au XIX^e siècle pour répondre à la ferveur religieuse grandissante de l'époque. Depuis, cette piété est retombée et les pierres se sont effritées.

«C'est la richesse de notre passé. Détruire, c'est du vandalisme»

A Gesté, petite bourgade de cette région de l'Ouest, les édiles entendent bien se débarrasser de la maison du bon Dieu. Le village a déjà réduit en poussière ses halles du XIX^e et de son couvent du XVII^e. C'est au tour de l'église Saint-Pierre-aux-Liens caractéristique de cette commune et de son signal au loin. «C'est notre Mont-Saint-Michel», lâche Alain Durand, un habitant, avec tendresse.

Une église non classée

Certes, mais vue de près, la façade n'a pas fière allure. La partie la plus ancienne, la nef (1844-54), est noire et décrépie. Accolés, le chœur (1862-64) est moins abîmé. L'ensemble architectural étant hétérogène, il n'a pu être classé monument historique – et obtenir protection et subventions. L'urinoir public greffé à sa paroi n'arrange rien. D'après le maire, cité par la TV locale, «la toiture et les chêneaux, tout ça c'est complètement mort!»

A l'intérieur, désormais interdit au public, il craint que le plâtre, imbibé d'eau par temps de pluie, ne tombe sur les paroissiens. Questions de sécurité, les messes sont célébrées dans la salle des fêtes, le samedi soir, avant la séance de théâtre. Pour beaucoup de Gestois, Saint-Pierre s'est tellement dégradée qu'il ne reste qu'une solution: l'abattre.

Pas entretenue

«Ça fait plus de 10 ans qu'elle n'a pas été entretenue!», déplore Alain Durand, qui a monté l'association Mémoire vivante du patrimoine gestois avec quelques voisins. Alain Guinberteau, chef d'entreprise et créateur de sites internet monclocher.com et clochers-enperil.fr, rappelle qu'entretenir régulièrement le bâtiment aurait coûté moins cher et permis d'éviter des dégâts plus importants et donc des dépenses exorbitantes pour la remise en état. L'argent! C'est bien sûr l'argument massue pour décider du sort de ces vieilles pierres. Selon la mairie, il faudrait 3 millions d'euros pour restaurer l'église.

Pour 1,3 million, la commune propose de raser la vieille église, de conserver tout de même son clocher et de construire un bâtiment tout neuf. Pas forcément d'une grande recherche esthétique – l'architecture de la nouvelle mairie voisine illustre un goût pour le pratique pas cher –, mais selon le conseil municipal plus adapté, plus confortable, plus chaleureux, du moins mieux chauffé, doté d'une meilleure visibilité et surtout moins coûteux à entretenir.

«On aura du neuf sans âme», regrette déjà Jean Woznica, membre de l'association. Son fils, Guillaume, organiste, lui, refuse de jouer pendant la messe depuis qu'elle se déroule dans la salle des fêtes. «Jouer dans une salle des fêtes? C'est plus que ridicule! Il n'y a pas le cadre de la religion», lâche cet adolescent comme une évidence, même s'il admet la mauvaise acoustique de l'église.

Mais qu'importe les défauts de cette vieille bâtisse: «C'est vieux, c'est moche. Je la trouve



A Gesté (Maine-et-Loire), les édiles entendent bien se débarrasser de la maison du bon Dieu. CÉCILE MARGAIN

déprimante à l'intérieur, avoue une jeune fille. Mais c'est nul de la détruire. On ne change pas un lieu de culte!» «Elle est unique, et les choses uniques, on les conserve», proteste Alain Durand. Educateur sur des chantiers de restauration, il sait qu'elle représente un ensemble de savoir-faire aujourd'hui disparus. «C'est la richesse de notre passé, poursuit-il volublement. Détruire ça, c'est du vandalisme.»

Querelles de clochers

Lui craint surtout une perte de repères. Car au-delà de l'intérêt patrimonial, l'attachement à une église est parfois plus profond: identitaire, social

et spirituel (lire ci-dessous). Il s'exprime notamment à Valanjou, un autre bourg du Maine-et-Loire situé à une quarantaine de kilomètres de Gesté. Depuis 1974, la commune est la fusion d'Étiau, Gonnord et Joué. Chacun avait son église.

Il y a donc trois églises. «Il est apparu qu'il y en avait une de trop», rapporte René Cottenceau, président de l'association valanjévine Sauvegarde et valorisation du patrimoine, et ancien candidat aux dernières municipales. Il a fallu supprimer le problème.»

Le maire, élu à une voix et issu de Gonnord la bourgeoise, voulait donc raser Saint-Martin de Joué la rurale (la démolition

a été ajournée). «On sent bien que l'on essaie d'éliminer notre quartier complètement par tous les moyens, s'indigne madame Cottenceau, qui déplore au passage la traditionnelle arrogance de ceux qui habitent «de l'autre côté». N'ayant plus d'église, on n'a plus de point de rassemblement! Aux clivages entre les trois bourgs de renaitre. Aux rivalités politiques de s'exprimer. A la guerre de Vendée (1793-1796) de revenir sur le tapis! La destruction d'une église réveille ici les fantômes de la Révolution!»

L'émotion est vive

Même évocation historique à la Boutouchère, petite ville du

DES SUISSES À LA RESCousse

Depuis qu'ils ont entendu parler de la destruction des églises en France, deux Lausannois ont décidé de porter secours à ce patrimoine. Anne Chasseur est organiste professionnelle. François Rosset est responsable commercial au Credit Suisse. Également directeur de schola grégorienne. Leur projet: investir un édifice dans un relatif bon état, installer un orgue, sauvé de la démolition en Allemagne, et proposer des concerts et autres activités culturelles et éducatives centrées sur cet instrument. Une sorte de festival vivant et permanent pour dépolir l'idée que l'on se fait d'un orgue. L'ouverture est prévue en 2008.

Reste à définir l'endroit. Depuis septembre, les deux Suisses envoient des bouteilles à la mer un peu partout en France. «Nous avons expédié une centaine de lettres aux maires et aux sénateurs», raconte la musicienne. Pour le moment, nous n'avons aucune réponse concrète. Le couple s'étonne devant le peu de dynamisme des pouvoirs publics. «C'est terrible, reprend l'organiste. Parfois, ils mettent de l'argent pour entretenir les églises, mais il ne se passe rien. Elles semblent mortes. Ça n'a pas de sens!» Un cri que les maires ne paraissent pas encore entendre. CM

département. Marie Thomas est la gardienne des clés de l'église Sainte-Marie-Madeleine, fermée depuis 2005. Fait exceptionnel: elle appartient au diocèse qui n'a pas envisagé les bulldozers mais qui laisse volontiers son bien à l'abandon. Madame Thomas n'arrose même plus les plantes. Mais son émotion est vive à l'évocation d'une destruction possible.

«S'il n'y a plus d'église, on n'existe plus, lance-t-elle troublée. C'est l'église de mon baptême, c'est une partie de nous. Aujourd'hui, on va ailleurs pour les mariages, mais ce n'est pas chez nous. On n'a plus sa place d'être.» I

REPÈRES

Quelques chiffres significatifs:

> **Suisse** Dans le diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg, il y a déjà eu beaucoup de changements d'affectations d'églises et couvents. L'Évêché s'est équipé d'une commission, modèle suivi à l'échelle nationale.

> **Allemagne** En 2006, dans le seul diocèse d'Essen, 130 des 350 églises catholiques ont été désaffectées.

> **France** Rien qu'en Bretagne, la moitié des 4 000 chapelles qu'il y avait il y a 200 ans ont disparu.

> **Pays-Bas** 639 églises ont été démolies en deux siècles.

> **Angleterre** Sur 13 000 églises anglicanes, 1627 ont été fermées de 1969 à 2002 et le processus se poursuit. MDL

«Rien n'indique un renversement de tendance»

MONIQUE DURUSSEL

Il n'y a pas un jour sans désaffectation d'églises en Europe ou en Amérique du Nord. Le phénomène était connu, mais il prend suffisamment d'ampleur, au XXI^e siècle, pour que des chercheurs pluridisciplinaires l'analysent. Au programme: le degré d'attachement des populations à leurs églises, l'intégration de celles-ci dans leur tissu urbain ou rural et les solutions à trouver pour l'avenir de ces bâtiments d'intérêt public.

Sous la direction de Luc Noppen, Lucie K. Morisset et Thomas Coomans, des spécialistes d'Europe et d'Amérique du Nord, ont décrypté ce patrimoine en fonction de son contexte social et religieux. Au constat général de la désaffectation, ils apportent des réponses nuancées par la situation géographique et l'histoire des édifices concernés.

«Renonçons à l'angélisme. Les églises ferment. Massivement. Partout en Occident, particulièrement dans l'hémisphère Nord, les temples des traditions

religieuses historiques sont désaffectés, abandonnés, voués à d'autres fins ou démolis... et rien n'indique un renversement de la tendance», écrivent les chercheurs. Les désaffecter? Pas si simple! La valeur matérielle ou immatérielle de l'église outrepassa sa fonction culturelle. Petite ou grande, prestigieuse ou modeste, l'église est toujours au centre de quelque chose. La preuve de cette fonction fédératrice: la société investit pour les transformer. Les collectivités s'y colent, comme au temps des cathédrales, pour en faire les vitrines de l'innovation et du dépassement.

La vente ou la démolition d'une église s'envisage avec tant de difficulté qu'aux États-Unis et en Allemagne on invente des cérémonies de deuil lors de disparition d'églises. En France, Victor Hugo déjà déplorait l'abandon de Notre-Dame de Paris en lançant une fameuse sentence: «Il y a deux choses dans un édifice, son usage et sa beauté. Son usage appartient au propriétaire, sa beauté



Certaines églises délabrées doivent être fermées pour des raisons de sécurité. CM

à tout le monde. C'est donc dépasser son droit que le détruire.»

Ces réflexions amènent la question de l'importance des églises. Pourquoi? Parce qu'une toile s'est tissée entre églises et patrimoine, entre histoire et territoire, entre politique et société. Il faut donc mettre en commun les sensibilités des spécialistes et celles des fidèles pour

chercher des solutions à la problématique du patrimoine religieux. L'église est le fruit du talent des bâtisseurs. Elle a sa place dans l'histoire, mais elle est aussi un repère identitaire, social et spirituel qui transcende l'approche rationnelle du gestionnaire.

Trois volets sont incontournables pour sauver les églises en péril: le cadre légal à l'intervention qui doit se faire dans un consensus entre théologie et choix de société. Le deuxième volet est éducatif avec la transmission de l'amour du patrimoine à des générations qui n'ont plus de culture religieuse. Troisième volet: la gestion de ce patrimoine dans un contexte de développement urbain et communautaire. Les églises, déjà transformées en édifices publics (bibliothèques, magasins), témoignent de la volonté d'agir des communautés concernées. I

«Quel avenir pour quelles églises?», Lucie K. Morisset, Luc Noppen et Thomas Coomans. Presses de l'Université du Québec/Patrimoine urbain, 2006.